

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 MARS 1902.

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1902 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. RAEMDONCK.

MESSIEURS,

Le Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1902 s'élève pour le service ordinaire à la somme de fr. 12,163,451.25 et pour les dépenses exceptionnelles à fr. 249,304.80.

Sur l'exercice précédent, les dépenses ordinaires sont en augmentation de 268,866 francs et les dépenses exceptionnelles en diminution de fr. 174,899.20, soit fr. 93,966.80 en plus.

Les crédits sollicités s'élèvent ainsi à la somme de fr. 12,712,456.05.

Au chapitre de l'Agriculture proprement dite, les majorations des dépenses serviront pour subsidier les syndicats d'élevage destinés à l'amélioration des races d'animaux domestiques (art. 12); pour perfectionner le matériel de l'école de médecine vétérinaire de l'État (art. 17); pour accorder les augmentations réglementaires de traitement au personnel des écoles d'agriculture (art. 18); pour payer des bourses d'études en faveur des établissements d'enseignement agricole et horticole (art. 20); pour couvrir les frais de conférences concernant spécialement les écoles temporaires de laiterie (art. 21).

Au chapitre des Eaux et Forêts et des laboratoires d'analyses, un nouveau crédit sera destiné à l'assainissement et la plantation des hautes fanges com-

(1) Budget, n° 4, VII.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. RAEMDONCK, DELBASTÉE, ROSSEUW, VAN DER LINDEN, DE KERCHOVE D'EXAERDE et TIBBAUT.

municipales (art. 27); un autre crédit sera affecté à l'Institut chimique et aux laboratoires de l'État (art. 30).

Au chapitre de la Voirie des Cours d'eau et de l'hygiène, un nouveau crédit sera destiné à l'assainissement des fanges (art. 53).

Au chapitre des Beaux-Arts, des subsides sont sollicités pour les musées du Parc du Cinquantenaire (art. 49), pour les Conservatoires Royaux de musique à Liège et à Gand (art. 58 et 59) et les écoles de musique autres que les conservatoires (art. 61).

Les crédits exceptionnels sont affectés au Pavillon forestier de Namur (art. 67), aux ruines de l'abbaye de Villers (art. 68) et de l'abbaye d'Aulne (art. 69), au Conservatoire Royal et aux Musées des Beaux-Arts de Liège (art. 70 et 72) et de Gand (art. 71) et à la restauration, dans un intérêt archéologique, des remparts de Binche.

Examen en sections.

Dans la plupart des sections, la discussion du Budget de l'Agriculture a été écourtée.

Différentes demandes ont fait l'objet de l'examen en Section centrale.

Le Budget a été adopté dans toutes les sections :

- Dans la 1^{re} section, par 11 voix et 2 abstentions;
- Dans la 2^e section, par 12 voix et 2 abstentions;
- Dans la 3^e section, par 10 voix et 4 abstentions;
- Dans la 4^e section, par 9 voix contre 1 et 5 abstentions;
- Dans la 5^e section, par 13 voix et 1 abstention;
- Dans la 6^e section, par 9 voix contre 8.

Examen en Section centrale.

A. — Agriculture.

Nos traités de commerce avec les pays étrangers expirent l'an prochain. Il y a lieu, dès à présent, de s'en préoccuper. Mais avant d'examiner les avantages que cette échéance peut nous procurer, ou les craintes qu'elle doit inspirer, il importe de se rendre un compte exact de la situation économique de l'agriculture belge.

Ces intérêts sont considérables.

Alors qu'en 1850, nos exportations de produits agricoles étaient de 30,000,000 environ; en 1900, elles s'élèvent à 323,000,000 de francs.

Nos importations de produits agricoles s'élèvent à 643,000,000 de francs alors qu'il y a cinquante ans, elle était de 63,000,000 de francs.

Voilà la place qu'occupe l'agriculture dans le commerce général.
Aussi la question suivante a été posée au Gouvernement.

QUESTION.

L'an prochain expirent nos traités de commerce. Ne conviendrait-il pas, dès à présent, de faire une étude préalable concernant les produits agricoles qui donnent lieu aux plus fréquents échanges avec les pays étrangers et qui, dans l'occurrence, seraient soumis à des modifications.

RÉPONSE.

En vue de l'étude du commerce des produits agricoles, préalable au renouvellement des traités de commerce, mon administration a publié (*Bulletin de l'agriculture*, 1904, livraison V) la statistique générale du commerce des produits agricoles de la Belgique avec les pays étrangers.

Ce premier travail, très considérable, était nécessaire pour la renseigner sur la nature et l'importance de notre commerce agricole et pour lui permettre d'émettre un avis en quelque sorte chiffré sur la question des traités de commerce.

Dans le même ordre d'idées, mon administration s'est occupée de la confection d'un tableau synoptique renseignant les droits qui frappent les produits agricoles dans les différents pays avec lesquels la Belgique est en relations commerciales.

Ce tableau est actuellement à l'impression. Dès qu'il aura paru, les intéressés auront à leur disposition, sous une forme aisée à consulter, les éléments épars dans les documents publiés par le Bureau international des douanes.

Ce second travail, mis en regard de la statistique du commerce, permettra en outre d'apprécier, dans une certaine mesure, l'influence des droits de douane sur le commerce des produits agricoles.

Il pourra enfin attirer l'attention de nos producteurs sur les pays avec lesquels il leur serait peut-être possible de nouer des relations d'affaires.

A ces documents, puisés dans les publications officielles et groupés en vue de l'étude dont il s'agit par mon Département, il convenait de joindre les renseignements provenant des intéressés eux-mêmes.

L'enquête en cours sur le commerce des produits agricoles a pour objet de recueillir ces renseignements. Conformément au désir exprimé à diverses reprises par des membres de la Chambre, la consultation englobe toutes les associations agricoles officielles et libres.

J'ai cru utile de consulter en même temps un certain nombre de particuliers signalés à mon attention soit par leur compétence spéciale, soit par leur pratique des affaires.

La Section centrale constate avec satisfaction que le Gouvernement s'occupe activement de cet important problème.

* * *

La Section centrale se plaint de ce que le Conseil supérieur d'agriculture n'a plus été convoqué depuis quelque deux ans. Ce Conseil, composé d'hommes très compétents, peut rendre les plus grands services. Aussi est-il à souhaiter qu'il se réunisse régulièrement, surtout en ce moment où les traités de commerce doivent être renouvelés.

* * *

Quel que soit le résultat des négociations, le cultivateur belge se préparerait d'amères déceptions s'il espérait escompter seulement dans la culture des céréales un bénéfice suffisamment rémunérateur.

Ses efforts doivent tendre principalement vers l'élevage des chevaux, vers l'élevage ou l'engraissement du bétail, vers une production beurrière et laitière de plus en plus grande, vers la culture maraîchère et l'aviculture, vers les produits qui ont une destination industrielle.

Dans cet ordre d'idées, il n'est pas sans intérêt de jeter un simple coup d'œil sur le mouvement commercial de certains produits agricoles qui donnent encore un bénéfice rémunérateur au cultivateur.

ANNÉES.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS	EXCÉDENT de l'importation.
Beurre.			
	Kilogr.	Kilogr.	Kilogr.
1896.	5,803,853	2,702,818	3,100,985
1897.	5,381,333	2,651,730	2,729,594
1898.	4,633,476	2,040,541	1,602,036
1899.	3,734,700	3,068,464	668,326
1900.	3,652,351	2,619,563	1,012,788
Fromages.			
	Kilogr.	Kilogr.	Kilogr.
1896.	6,580,010	71,952	6,508,058
1897.	7,207,395	72,061	7,134,434
1898.	7,825,971	70,121	7,755,850
1899.	8,258,455	95,074	8,162,481
1900.	8,332,280	62,233	8,320,047

ANNÉES.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS	EXCÉDENT de l'importation.
Œufs.			
	Pièces.	Pièces.	Pièces.
1896.	165,990,116	129,295,597	56,696,519
1897.	191,679,991	132,881,669	18,798,972
1898.	145,939,865	154,726,055	11,215,028
1899.	159,980,546	150,270,555	9,710,011
1900.	145,251,584	111,464,418	53,787,166

Il résulte de là que la production de beurre a pris les plus grandes proportions. Les résultats obtenus permettent même d'espérer que bientôt elle suffira à notre consommation, tout en maintenant le taux de nos exportations.

Si la fabrication des fromages pouvait accompagner la fabrication du beurre, elle serait une source nouvelle de bien-être. Tandis que les importations augmentent dans de fortes proportions, on constate à regret que les exportations diminuent sensiblement.

Le Département de l'Agriculture, qui a tant contribué à répandre les laiteries, pourrait utilement joindre aux écoles temporaires de laiterie un cours de fromagerie pour favoriser la diffusion de cet enseignement dans les campagnes.

Le troisième tableau commercial prouve surabondamment que l'aviculture pourrait donner des résultats encore plus notables.

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

Le rapport triennal sur la situation de l'enseignement agricole n'avait point paru, lors de la rédaction du rapport sur le Budget de l'Agriculture pour l'exercice 1901.

Il y a lieu dès lors d'en dire un mot ici pour expliquer les progrès sérieux réalisés depuis 1896 et pour féliciter le Gouvernement de ses efforts constants pour vulgariser la science agricole.

L'enseignement supérieur donné à l'Institut de Gembloux a été complété. Une 4^e année d'études facultatives a été organisée; une laiterie coopérative a été créée ainsi qu'une section chimique et bactériologique.

L'enseignement moyen comprend :

- Les écoles d'agriculture ;
- Les écoles d'horticulture ;
- Les cours d'agronomie ;
- Les écoles moyennes agricoles.

L'impulsion du Gouvernement a surtout pour but de lui faire revêtir un

caractère d'utilité pratique. Cette conception n'est réalisable que pour autant que l'enseignement se donne à pied d'œuvre. Aussi est-ce vers ce but que s'oriente l'enseignement moyen. Malheureusement, la fréquentation des cours ne s'accroît pas en proportion des efforts qu'on déploie pour son développement.

L'enseignement populaire, au contraire, prend une extension remarquable.

Les écoles temporaires de laiterie ont délivré, durant la période triennale, 874 diplômes.

Les cours d'agronomie pour adultes sont fréquentés annuellement par plus de 41,000 auditeurs;

les cours d'arboriculture par plus de 5,000 membres;

les cours de culture maraîchère par 2,000 auditeurs;

les cours d'apiculture et de maréchalerie sont également bien suivis.

Le Département de l'Agriculture vient d'introduire en Belgique un système de propagande dont on peut augurer d'utiles résultats.

Il lance gratuitement des brochures, chaque fois qu'une crise ou qu'une épidémie est signalée dans une contrée. C'est dans le but de rendre service au public en lui fournissant des renseignements insuffisamment connus, qu'il a publié cinq « tracts ». L'un concerne la destruction des insectes; l'autre les bibliothèques agricoles; un troisième est relatif aux écoles d'agriculture; un quatrième fait connaître le service des agronomes de l'État; un dernier les écoles de laiteries.

Le Gouvernement compte continuer cette méthode de propagande si profitable aux cultivateurs.

* * *

Le *Moniteur* du 11 février 1902 fait connaître la réorganisation que M. le Ministre a apportée au Jardin Botanique. Celui-ci, depuis trente ans, c'est-à-dire depuis sa reprise par l'État, n'avait plus subi de modification. En présence de l'importance des progrès accomplis depuis cette époque dans le domaine de la science, cet établissement était menacé de perdre la situation qu'il occupe dans le mouvement scientifique. La réorganisation introduite répond à trois ordres d'idées : la *science pure*, la *vulgarisation*, la *science appliquée*; une nouvelle section a été créée ayant pour objet la biologie végétale.

* * *

Un membre de la Section centrale appelle spécialement l'attention de M. le Ministre de l'Agriculture sur les perfectionnements à apporter à l'horticulture, cette branche si importante de l'agriculture transformée qui est en ce moment exposée à une crise grave.

On devrait faire étudier et expérimenter les nouveaux procédés de culture. L'initiative privée n'est pas en état de faire les frais des expériences requises.

On parle avantageusement du procédé nommé « tropical » pour le chauffage des serres et de culture. Ne pourrait-on l'expérimenter en Belgique? D'après les renseignements dignes de foi, il se pratique couramment en Amérique.

LA POLICE RURALE.

On s'est plaint en Section centrale de l'insuffisance de la police à la campagne. Cette année-ci encore, les prescriptions légales sur l'échenillage et l'échardonnage n'ont point été observées.

A ce propos, la question suivante a été posée au Gouvernement :

QUESTION.

La Commission chargée d'étudier un projet de réorganisation de la police rurale a-t-elle déjà terminé ses travaux?

Sinon, peut-on prévoir le résultat?

RÉPONSE.

La Commission chargée de l'étude des questions relatives à la réorganisation de la police rurale s'est réunie une première fois le 10 août 1901.

Après une seconde réunion, elle a demandé au Gouvernement de lui adjoindre de nouveaux membres; ceux-ci ont été désignés par arrêté ministériel du 10 janvier 1902.

La Commission ainsi complétée se réunira à bref délai pour continuer ses travaux.

MALADIES CONTAGIEUSES.

Durant l'année 1901 la fièvre aphteuse a sévi dans toutes nos provinces. Il y a des contrées qui ont été particulièrement atteintes. La maladie présentait un caractère grave qui ne lui était pas habituel. Par moment, deux cents communes étaient contaminées. Au surplus, la maladie nous entourait de tous côtés, tant en France qu'en Allemagne, mais particulièrement en Hollande, où l'on renseignait officiellement 25,000 têtes de bétail malades.

Les misères et les souffrances que ce fléau a amenées dans certaines communes ont été considérables.

Depuis longtemps, les défenseurs des intérêts agricoles à la Chambre demandent de ranger la fièvre aphteuse parmi les maladies qui donnent lieu à indemnité.

Mais on connaît les graves objections.

Toutefois, l'honorable Ministre de l'Agriculture a pris une mesure transitoire à titre d'essai, qui, tout en sauvegardant la rigueur des principes juridiques, a amené un certain soulagement chez différents sinistrés.

Sous forme de subside extraordinaire aux Caisses de réassurances provinciales, il a permis de subventionner les cultivateurs dont le bétail était mort par suite de fièvre aphteuse et qui étaient affiliés à une société d'assurance.

Il a donc subventionné la prévoyance.

Il y a lieu de féliciter l'honorable Ministre de l'Agriculture de cette heu-

reuse innovation. Sous cette forme, le principe de l'indemnité est à l'abri de toute critique.

La question suivante a été posée au Gouvernement :

QUESTION.

Le prix de 10,000 francs offert à l'inventeur du remède préventif contre la stomatite aphteuse n'a pu être donné. Les recherches faites ont-elles eu un effet utile ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement a nommé une Commission chargée d'apprécier les remèdes proposés par ceux qui concourent pour l'obtention de la prime de 10,000 francs instituée par l'article 9 du Budget de l'agriculture.

Les concurrents ont été autorisés à se faire inscrire jusqu'au 31 janvier 1902.

La Commission statuera ultérieurement sur la valeur des remèdes qui lui seront signalés. Elle prendra surtout en considération les remèdes essentiellement préventifs, tels que le veut le libellé de l'article 9. Mais, eu égard aux ravages considérables que la stomatite aphteuse peut causer au bétail, la Commission a été autorisée à tenir compte de la valeur des remèdes curatifs qui seraient efficaces et d'une application facile.

En ce qui concerne les recherches auxquelles il est fait allusion dans la question ci-dessus, le Gouvernement ne possède pas de renseignements à cet égard, mais il a lui-même institué des recherches sur la valeur de la méthode Baccelli, méthode dont il a été beaucoup question dans ces derniers temps. Les premières recherches n'ont pas donné d'utiles résultats.

LE RÉGIME DE LA ZÔNE FRONTIÈRE.

La situation difficile qui est faite aux cultivateurs de la zone frontière, résultant des formalités douanières excessives, préoccupe toujours la Chambre. Il n'y a pas lieu de les énumérer à nouveau; on attend du reste les résultats de la Commission chargée d'étudier les mesures relatives à la circulation des animaux dans la zone frontière.

On sait que l'importation des porcs, en Belgique, est actuellement interdite par suite de l'état sanitaire en Hollande. Mais cette interdiction même donne, aux fermiers belges, un surcroît de formalités à remplir.

La question suivante a été posée :

QUESTION.

Le Gouvernement n'est-il pas d'avis que, pour supprimer la fraude dans l'importation

RÉPONSE.

Cette question est actuellement soumise à l'examen d'une commission chargée d'étu-

des porcs et pour simplifier les formalités auxquelles sont soumis les cultivateurs, il y a lieu d'introduire un inventaire dans la zone frontière à une distance de 2 kilomètres?

dier, entre autres, les mesures relatives à la circulation des animaux dans la zone frontière.

En ce qui concerne spécialement l'établissement d'un inventaire des porcs, cette question a fait l'objet d'un échange de correspondance entre le Département de l'Agriculture et celui des Finances. Si cet inventaire n'a pas été introduit jusqu'ici, c'est uniquement par le désir de ne pas astreindre à de nouvelles formalités les cultivateurs de la zone frontière qui se plaignent déjà de la multiplicité des mesures administratives auxquelles ils sont assujettis.

Cette réponse ne saurait nous convaincre. Bien au contraire. Quelles sont actuellement les formalités auxquelles le cultivateur doit s'astreindre ?

1° Il doit solliciter du bourgmestre un certificat attestant la commune d'origine de l'animal;

2° Il doit se munir d'un passavant que doit lui délivrer le receveur des contributions;

3° Il doit porter ces pièces chez le douanier de service, et celui-ci change chaque semaine.

Toutes ces formalités, requises pour chaque transport de porcs, sont inutiles, et jamais l'importation frauduleuse n'a été plus fréquente.

Le simple inventaire tenu par les agents de la douane les supprimerait et aurait le grand avantage d'empêcher la fraude.

LE RECENSEMENT AGRICOLE.

Le bulletin de recensement agricole de 1900 vient de paraître. En vertu de la loi du 11 septembre 1895, il pourra être procédé annuellement à un recensement agricole partiel. Un arrêté royal du 4 octobre 1900 fixe les principales règles à suivre pour procéder à cette opération.

Le recensement sera annuel et aura pour but de relever, dans les exploitations d'un hectare et plus, l'étendue des principales cultures, leur rendement, les engrais commerciaux employés, le nombre des principaux animaux utilisés, le relevé des naissances et des pertes concernant ces animaux.

Le dernier recensement agricole général de l'agriculture date de 1895⁽¹⁾; tandis que celui-ci avait été général, celui de 1900 n'a été pratiqué que dans les exploitations atteignant une étendue d'un hectare au moins. Il résultera de la comparaison établie une différence pour les chiffres renseignés de certaines cultures pratiquées, principalement dans les petites cultures.

(¹) Les recensements antérieurs avaient eu lieu en 1846, 1856, 1866 et 1880.

Le nombre d'hectares recensés en 1895 était de 1,894,463; celui recensé en 1900, de 1,692,772.

L'étendue en culture de froment s'est notablement réduite depuis cinq ans (12,000 hectares). Il en est de même de la culture du lin, spécialement en pays flamand (10,000 hectares) (30,615 à 20,214 hectares.)

Par contre, les cultures de l'avoine, de la betterave à sucre, de la betterave fourragère et les cultures fourragères se sont accrues.

Voici dans quel ordre peuvent être rangées les cultures qui ont le plus d'étendue :

Plantes cultivées.	Nombre d'hectares.	Pour 100 hectares de l'étendue recensée.
1° L'avoine	253,266	14.96 %
2° Le seigle	245,164	14.48 %
3° Les prairies fauchées	209,806	12.39 %
4° Les prairies pâturées	202,287	11.95 %
5° Le froment	168,957	9.98 %
6° Les pommes de terre	141,052	8.33 %
7° Les trèfles	138,119	8.16 %
8° Les navets (en culture dérobée)	126,103	—
9° Les betteraves à sucre	63,515	3.75 %
10° Les vergers	49,066	2.82 %
11° Les betteraves fourragères	47,692	2.90 %
12° L'orge { d'hiver	35,952	2.27 %
{ d'été	4,475	
13° La spergule (en culture dérobée)	26,453	—
14° L'épeautre	23,720	1.40 %
15° Le lin	20,215	1.19 %

Aussi le *Journal des Sociétés agricoles du Brabant et du Hainaut* résume la statistique en ces termes : « En résumé, ce qui caractérise l'évolution de l'agriculture belge, c'est la réduction de plus en plus considérable des cultures à produits alimentaires pour l'homme, un développement des cultures industrielles adéquat aux conditions du marché et une extension chaque jour plus intense des cultures fourragères, productrices de matériaux à transformer par la machine animale. »

Concernant le dénombrement des animaux domestiques principalement employés dans la culture, le recensement prouve qu'il y a un progrès incontestable.

<i>Les chevaux agricoles,</i>	en 1895,	—	—	216,190
— —	en 1900,	—	—	241,552
<i>Les bêtes bovines,</i>	en 1895,	—	—	1,420,978
— —	en 1900,	—	—	1,657,494
<i>Les porcs,</i>	en 1895,	—	—	1,163,153
—	en 1900,	—	—	1,005,150

Cette progression est donc énorme, même pour les bêtes porcines, si l'on

tient compte que le recensement de 1900 exclut les cultures de moins de 1 hectare et que l'engraissement du porc est l'apanage de la petite culture.

Il y a lieu de se féliciter de la publication d'une statistique annuelle. Lorsque la série des documents comprendra plusieurs années et que pour chaque branche de l'agriculture, avec les comparaisons des chiffres antérieurs, on pourra s'appuyer sur des données exactes, alors se manifestera la grande utilité de cette heureuse innovation.

B. — Hygiène.

Au chapitre de la santé et de l'hygiène publique, la question suivante a été posée par la Section centrale.

QUESTION.

Le Gouvernement voudrait-il faire connaître ses intentions au sujet des mesures à prendre contre la tuberculose humaine?

Se dispose-t-il à intervenir par voie de subsides à l'effet d'encourager la création de sanatoriums et de dispensaires?

RÉPONSE.

Les mesures de prophylaxie contre la tuberculose, comme tout ce qui concerne les précautions administratives à prescrire pour prévenir l'apparition des autres maladies transmissibles et combattre leur propagation, à l'exception toutefois du choléra, de la peste, sont, sous l'empire de la législation actuelle, de la compétence des autorités locales.

Quant à la question de l'intervention éventuelle de l'État par voie de subside pour la création de sanatoriums et de dispensaires, elle est du ressort du Département de la Justice.

Comme suite à cette réponse, la Section a désiré connaître les dispositions du Département de la Justice. M. le Ministre de l'Agriculture a bien voulu communiquer la lettre suivante :

Bruxelles, le 6 mars 1902.

« A Monsieur le Rapporteur de la Section centrale.

» MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

» En réponse à votre lettre du 19 février, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Département de la Justice ne croit pas devoir intervenir dans la création et le fonctionnement de sanatoriums ou de dispensaires installés par des établissements ou institutions *privés*. A ce point de vue, sa compétence se borne exclusivement aux établissements de ce genre qui seraient organisés par des administrations *publiques* de bienfaisance.

» Mais il peut intervenir, par voie de subsides, pour aider et encourager les institutions ou sociétés *privées* qui ont établi ou établiront soit des sana-

toriums, soit des dispensaires pour tuberculeux pour autant toutefois que ces établissements soient destinés *principalement* à la classe indigente.

» A titre de renseignement utile sur l'état de la question, je joins à la présente lettre un exemplaire du rapport que le Conseil supérieur d'hygiène vient de m'adresser au sujet de la construction des sanatoriums.

» Agréé, Monsieur le Rapporteur, l'assurance de ma considération distinguée.

» *Le Ministre,*

» VAN DER BRUGGEN. »

QUESTION.

Le Gouvernement se dispose-t-il à déposer son projet sur l'art de guérir et le projet sur l'organisation sanitaire ?

RÉPONSE.

Le projet de loi sur l'art de guérir, intitulé projet de loi sur l'exercice des professions médicales, a été déposé sur le bureau de la Chambre des Représentants en séance du 21 mars 1901.

Quant au projet de loi sur l'organisation sanitaire, je ne puis mieux répondre à la question posée par la Section centrale qu'en reproduisant l'extrait ci-après d'un rapport qui m'a été adressé récemment par le Conseil supérieur d'hygiène publique :

« ... Aujourd'hui, la loi médicale et la loi sanitaire sont confondues; c'est l'antique loi du 12 mars 1818 qui sert de base à ce double domaine. Le Gouvernement a bien fait de dégager la réorganisation des services de l'hygiène de tout ce qui concerne la police médicale et pharmaceutique proprement dite. Ce sont là deux choses toutes différentes; on l'a compris et réalisé dans les pays voisins.

» Le projet de l'art de guérir existe, la Législature en est saisie; rien ne devrait s'opposer à ce qu'il fût discuté. Celui qui règle la police de l'hygiène est dans les mains du Conseil pour être revu, conformément à certaines communications communiquées par le Gouvernement; il pourra, sans tarder, être définitivement arrêté dans ses termes... »

C. — **Beaux-Arts.**

Cette année-ci, des membres de différentes sections ont traité quelques questions concernant les beaux-arts. Plusieurs ont été examinées en Section centrale.

Une question a été posée au Gouvernement en ces termes :

QUESTION.

La quatrième section a exprimé le vœu qu'une Commission officielle soit nommée, chargée de veiller à la conservation des sites.

Le Gouvernement juge-t-il qu'il y a lieu d'entrer dans cette voie?

RÉPONSE.

Un premier essai, dans cette voie, a été tenté par M. le Ministre des Finances et des Travaux publics. Mon honorable collègue a décidé de consulter une commission officielle sur les travaux que son Département se proposait d'exécuter dans la vallée de la Meuse. L'expérience indiquera s'il convient d'étendre la mesure en instituant une Commission officielle chargée de veiller à la protection des sites dans toutes les régions du pays. On ne peut méconnaître qu'aujourd'hui une grande partie de la mission qui pourrait être dévolue à une commission officielle est très efficacement déjà accomplie par la presse et certaines associations particulières. Celles-ci s'appliquent avec le zèle le plus louable à attirer l'attention des particuliers et des pouvoirs publics sur la conservation des beautés naturelles du pays.

L'Administration des beaux-arts s'applique, en toute circonstance, à seconder ces efforts.

La Section centrale, prenant acte de cette réponse et satisfaite des dispositions favorables de l'Administration des beaux-arts, estime avec le Gouvernement qu'un rôle considérable échoit en cette matière à l'initiative privée. Elle rend hommage à l'action de la Société nationale pour la protection des sites et des monuments, qui s'efforce d'appeler l'attention des pouvoirs publics et des particuliers sur toutes les mesures destinées à sauvegarder nos paysages et nos souvenirs historiques. La décision prise par M. le Ministre des Finances et des Travaux publics, et qui est rappelée par la réponse du Gouvernement, constitue un excellent précédent. Il est à souhaiter que pour d'autres travaux, et notamment pour les voies ferrées à créer dans les régions les plus pittoresques du pays, le Gouvernement prenne également l'avis des hommes autorisés.

QUESTION.

Le Gouvernement ne juge-t-il pas qu'il y aurait lieu de constituer en musée distinct les collections d'armes et d'armures de la Porte de Hal qui, à la suite des remaniements effectués en 1889, sont aujourd'hui comprises dans la section des antiquités des Musées du Palais du Cinquantenaire?

Tout au moins ne faudrait-il pas faire de ces collections une section spéciale des

RÉPONSE.

Le rattachement des collections d'armes et armures de la Porte de Hal à la section des antiquités ne date pas de 1889. L'arrêté royal du 12 janvier 1889 a ordonné le transfert dans les locaux nouveaux du Parc du Cinquantenaire des collections jadis installées à la Porte de Hal, à l'exception d'armes et armures. Il a donc fait de celles-ci un musée matériellement distinct

Musées avec une commission spéciale et un conservateur adjoint?

de l'ancien Musée des antiquités, avec lequel elles se trouvaient confondues depuis l'origine. Mais elles sont demeurées comprises dans la section des antiquités, tout en étant dirigées par un conservateur adjoint spécial.

Telle est exactement la situation actuelle. Y a-t-il lieu d'aller plus loin et d'enlever la surveillance du musée d'armes et armures à la Commission des anciennes industries d'art et antiquités pour en investir une commission spéciale, laquelle pourrait comprendre d'ailleurs certains membres de la première? Ou même, selon la suggestion de la Section centrale, y a-t-il lieu de faire du Musée de la Porte de Hal un musée indépendant?

Cette séparation complète peut sembler justifiée par la distinction même des objets et des points de vue, par l'exemple des organisations étrangères, — par l'importance des collections, devenues beaucoup plus considérables qu'autrefois, — par l'éloignement matériel de la porte de Hal, alors que l'administration à laquelle elle ressortit est établie au Parc du Cinquantenaire. D'autre part, le Musée des antiquités et le Musée des armes et armures ont, par la force des choses, des points de contact et des champs d'action communs, ce qui rend désirable une certaine coordination d'efforts. En outre, la séparation complète entraînerait une majoration de dépenses qui ne peut être évaluée à moins de 5,000 francs dès le début, à ne considérer que les seules dépenses d'ordre administratif et sans envisager le budget des acquisitions.

Quoi qu'il en soit, la question est à l'étude. L'ensemble des Musées établis au Parc du Cinquantenaire et à la porte de Hal est très complexe, et leur développement incessant nécessitera sans doute divers remaniements.

Le Gouvernement fait lui-même valoir dans cette réponse de sérieux arguments en faveur de la séparation du Musée de la porte de Hal et des Musées du Cinquantenaire.

D'autre part, la communauté des champs d'action d'un musée des antiquités et d'un musée d'armures est chose relative, qui n'a pas empêché la séparation dans tous les pays voisins.

La principale objection est la majoration éventuelle de dépenses qu'entraînerait l'érection d'un musée distinct.

A cet égard, la Section centrale fait remarquer que, dès aujourd'hui, il y aurait lieu d'assimiler la situation du conservateur adjoint chargé de la direction du Musée des armes et armures à celle des deux conservateurs adjoints attachés au Musée du Cinquantenaire. Une majoration de crédit se justifie par conséquent, soit que le Musée des armes continue à faire partie des Musées du Cinquantenaire, soit que le Gouvernement l'en détache.

QUESTION.

N'y a-t-il pas lieu d'établir, pour le petit personnel des Musées royaux de peinture et de sculpture, un règlement organique des traitements et augmentations périodiques tel qu'il en existe un notamment au Musée d'histoire naturelle ?

RÉPONSE.

La question de l'amélioration du sort du petit personnel des Musées dépendant de l'Administration des beaux-arts est soumise à l'étude.

Le Gouvernement espère pouvoir la résoudre prochainement dans le sens que la Section centrale indique.

QUESTION.

On critique assez généralement l'organisation du concours pour le prix de Rome. Ne pourrait-on y apporter les modifications sollicitées ?

RÉPONSE.

Ce n'est pas seulement l'organisation du concours pour le prix de Rome qui a donné lieu, depuis l'origine d'ailleurs, à des critiques multiples; c'est l'institution elle-même qui est vivement combattue; et, parmi les personnes compétentes pour la juger, s'il en est qui demandent la suppression du prix de Rome, d'autres en réclament le maintien, craignant de voir disparaître l'un des grands encouragements que l'État a toujours cru devoir accorder aux arts plastiques dans leur forme la plus élevée, la moins abordable sans études soutenues et la moins immédiatement rémunératrice.

La question est donc difficile et considérable; le Gouvernement espère pouvoir la trancher dans un avenir prochain.

La discussion du Budget des Beaux-Arts pour 1904 a démontré que l'institution du prix de Rome était critiquée, non pas tant en elle-même, que dans son organisation actuelle.

En effet, on est généralement d'accord pour reconnaître la grande utilité que peuvent offrir pour de jeunes artistes des voyages ou des séjours dans les pays dont les beautés naturelles ou artistiques doivent développer leur tempérament.

D'autre part, ce qui est très critiqué, ce sont les conditions de ces concours, qui comportent, comme on sait, un même sujet imposé à tous les concurrents et exécuté par chacun d'eux en loge, en dehors des conditions normales d'un bon travail artistique.

La réforme pratique consisterait, semble-t-il, à faire attribuer les bourses de voyage par le jury de nos expositions annuelles aux artistes de moins de trente-deux ans, dont les œuvres auraient révélé un tempérament particulièrement apte à profiter des enseignements supérieurs des grands maîtres classiques.

Il serait fâcheux d'ajourner une réforme de ce genre, réclamée depuis longtemps par les hommes les plus compétents, et cela pour le simple motif que quelques personnes combattent l'institution du prix de Rome dans son principe.

Le Budget de l'Agriculture pour l'exercice 1902 a été voté à l'unanimité des membres présents de la Section centrale.

Le Rapporteur,
A. RAEMDONCK.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 MAART 1902.

Begrooting van 't Ministerie van Landbouw voor het dienstjaar 1902 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER RAEMDONCK.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van het Ministerie van Landbouw voor het dienstjaar 1902 bedraagt voor den gewonen dienst de som van fr. 12,163,451.25 en voor uitzonderlijke uitgaven fr. 249,304.80.

Dat is, tegen 't voorgaande dienstjaar, eene verhooging van 268,866 frank voor de gewone uitgaven, en eene vermindering van fr. 174,899.20 voor de uitzonderlijke uitgaven, dus fr. 93,966.80 meer.

Zoo beloopen de aangevraagde kredieten fr. 12,712,456.05.

Onder het hoofdstuk van den eigenlijken Landbouw, zullen de vermeerderde uitgaven dienen tot toelagen aan de syndicaten tot veefokking, bestemd tot verbetering van de rassen der huisdieren (art. 12); verbetering van 't materiëel van 's Rijks veeartsenijschool (art. 17); de regelmatige verhooging der jaarwedde van het personeel der landbouwscholen (art. 18); studiebeurzen voor leerlingen van land- en tuinbouwscholen (art. 20); kosten van voordrachten, inzonderheid in tijdelijke melkerijscholen (art. 21).

Onder het hoofdstuk Waters en Bosschen, is een nieuw krediet bestemd tot gezondmaking en beplanting der gemeentelijke hooge veengronden

(1) Begrooting, n^o 4, VII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren RAEMDONCK, DELBASTÉE, ROSSEUW, VAN DER LINDEN, DE KERCHOVE D'EXAERDE en TIBBAUT.

(art. 27); een ander krediet wordt besteed aan het scheikundig Instituut en Staatslaboratoriums (art. 30).

Onder het hoofdstuk Wegen, Waterlopen en Gezondheid, dient een nieuw krediet tot gezondmaking der venen (art. 33).

Onder het hoofdstuk Schoone Kunsten, worden toelagen gevraagd voor de museums in 't Park van het Halve-eeuwfeest (art. 49), voor de Koninklijke Conservatoriums te Luik en Gent (art. 58 en 59) en andere muziekscholen (art. 61)

Uitzonderlijke kredieten zijn bestemd voor het Boschpaviljoen te Namen (art. 67); de puinen der Abdij van Villers (art. 68) en der Abdij van Aulne (art. 69); het Koninklijk Conservatorium en de Museums van Schoone Kunsten te Luik (art. 70 en 72) en te Gent (art. 71), en de herstelling der vestingen van Binche, in een oudheidskundig opzicht.

Onderzoek in de afdeelingen.

In 't meerendeel der afdeelingen werd de bespreking der Begrooting van Landbouw ingekort.

Verschillende vragen werden door de Middenafdeeling onderzocht.

In al de afdeelingen werd de Begrooting goedgekeurd :

- In de 1^e afdeeling, met 11 stemmen en 2 onthoudingen;
- In de 2^e afdeeling, met 12 stemmen en 2 onthoudingen;
- In de 3^e afdeeling, met 10 stemmen en 4 onthoudingen;
- In de 4^e afdeeling, met 9 stemmen tegen 1 en 5 onthoudingen;
- In de 5^e afdeeling, met 13 stemmen en 1 onthouding;
- In de 6^e afdeeling, met 9 stemmen tegen 8.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

A. — Landbouw.

Toekomend jaar vervallen onze handelsverdragen met de vreemde landen. Van nu af aan, dient men er aan te denken. Doch al eer te onderzoeken welke voordeelen die afloop ons bezorgen kan, of de vrees welken hij moet opwekken, hoelt men zich nauwkeurig rekenschap te geven van den huishoudkundigen toestand van België's landbouw.

Dezes belangen zijn aanzienlijk.

Zoo bedroeg in 1850, onze uitvoer aan landbouw-voortbrengselen nagenoeg 30 milloen; in 1900, belooft hij 325 milloen frank.

Onze invoer van dergelijke voortbrengselen bereikt 643 millioen frank, tegen 63 millioen, vijftig jaar geleden.

Dat is de plaats, door den landbouw in den algemeenen handel bekleed. Ook werd onderstaande vraag tot de Regeering gericht :

VRAAG.

Toekomend jaar vervallen onze handelsverdragen. Ware 't niet raadzaam van nu af aan na te gaan welke landbouw-voortbrengselen het meest met vreemde landen worden geruild en waarvoor wijzigingen zouden worden toegebracht aan de verdragen?

ANTWOORD.

Tot bestudeering van den handel in landbouw-voortbrengselen, vóór 't vernieuwen der handelsverdragen, kondigde mijn bestuur in het *Landbouwblad* 1901, aflevering V, de algemeene statistiek af van den handel in landbouw-voortbrengselen van België met vreemde landen.

Dit eerste, zeer aanzienlijk werk was noodig om het in te lichten over den aard en omvang van dien handel en te veroorloven als 't ware eene becijferd oordeel over de handelsverdragen uit te brengen.

In denzelfden zin, stelde mijn bestuur eene synoptische tabel op over de rechten, door landbouw-voortbrengselen betaald in de onderscheiden landen waarmede België in handelsbetrekking staat.

Thans wordt die tabel gedrukt, en zoodra zij is verschenen, zullen de belanghebbenden gemakkelijk de uiteenloopende bijzonderheden kunnen nagaan, die voorkomen in de stukken, door het internationaal Bureau voor het tolwezen uitgegeven.

Dit tweede stuk, vergeleken met de handelsstatistiek, zal daarenboven in zekere mate laten oordeelen over den invloed van de tolrechten op den handel in landbouw-voortbrengselen.

Eindelijk zal hij veroorloven de aandacht van onze voortbrengers te vestigen op de landen waarmede zij wellicht handelsbetrekkingen kunnen aanknopen.

Bij deze stukken, geput uit de officiële uitgaven en samengevoegd met het oog op bedoelde bestudeering door mijn Departement, dienden de inlichtingen gevoegd, door belanghebbenden zelven verstrekt.

Het thans ingesteld onderzoek over den handel in landbouw-voortbrengselen strekt om die inlichtingen te verzamelen. Volgens het verlangen, door leden der Kamer herhaaldelijk uitgedrukt, omvat de raadpleging alle officiële en vrije landbouwverenigin-

gen. Het kwam mij nuttig voor, terzelfder tijd zeker getal bijzondere personen te raadplegen, die mij waren aangeduid om hunne bijzondere bevoegdheid of zaakkennis.

Met genoegen doet de Middenafdeeling uitschijnen dat de Regeering zich ijverig met dit gewichtig vraagstuk inlaat.

* * *

De Middenafdeeling betreurt dat de Hoogere Raad voor Landbouw sedert twee jaar niet werd bijeengeroepen. Die Raad bestaat uit hoogst bevoegde mannen en kan de grootste diensten bewijzen. Ook ware het te wenschen dat hij regelmatig vergaderde, vooral op 't oogenblik dat de handelsverdragen dienen vernieuwd.

* * *

Welke ook de uitslag der onderhandelingen moge wezen, toch zou de Belgische landbouwer bittere teleurstelling te gemoet loopen, moest hij eene genoegzame winst betrachten met de teelt van graangewassen.

Hij hoeft vooral te streven naar 't fokken van paarden, het kweken of vetmesten van vee, meer voortbrenging van boter en melk, teelt van groente en gevogelte, van voortbrengselen ten behoeve der nijverheid.

In deze opvatting is 't niet van belang ontbloot eenen oogslag te werpen op de handelsbeweging voor zekere landbouw-voortbrengselen die voor den landbouwer nog winst afwerpen.

J A A R.	INVOER.	UITVOER.	MEER INVOER.
Boter.			
	Kilogr.	Kilogr.	Kilogr.
1896.	5,803,833	2,702,818	3,100,985
1897.	5,381,333	2,651,739	2,720,594
1898.	4,633,476	2,040,541	1,692,935
1899.	3,734,790	3,066,464	668,326
1900.	3,632,351	2,610,563	1,012,788
Kaas.			
	Kilogr.	Kilogr.	Kilogr.
1896.	6,580,010	71,952	6,508,058
1897.	7,207,395	72,061	7,134,434
1898.	7,825,971	70,121	7,755,850
1899.	8,258,455	95,974	8,162,481
1900.	8,382,280	62,233	8,320,047

J A A R.	INVOER.	UITVOER.	MEER INVOER.
Eieren.			
	<small>Stuks.</small>	<small>Stuks.</small>	<small>Stuks.</small>
1896.	105,990,116	129,293,597	36,606,519
1897.	191,679,991	152,881,669	18,798,072
1898.	145,939,863	134,726,036	11,213,028
1899.	139,980,346	130,270,335	9,710,011
1900.	145,251,584	111,464,418	33,787,166

Daaruit volgt dat het voortbrengen van boter het meest uitbreiding kreeg. Volgens de verworven uitslagen, mag men zelfs hopen dat de opbrengst eerlang toereikend zal zijn voor ons verbruik en tevens het cijfer van onzen uitvoer handhaven.

Kon kaasbereiding gepaard gaan met botervoortbrenging, dit ware eene nieuwe bron van welvaart. Doch zoo de invoer vermeerderd, zien we met leedwezen dat de uitvoer merklijk afneemt.

Het Departement van Landbouw, dat zoozeer bijdroeg om zuivelbereiding te bevorderen, zou doelmaticg aan de tijdelijke melkerijscholen eenen leer-gang van kaasmakerij kunnen toevoegen, om dat onderricht ten plattelande meer te verspreiden.

Uit de derde tabel blijkt ten overvloede dat de teelt van gevogelte nog merklijkere uitslagen kan opleveren.

LANDBOUW-ONDERWIJS.

Het driejarig verslag over den toestand van het landbouw-onderwijs was nog niet verschenen, toen het verslag over de Begrooting van Landbouw voor het dienstjaar 1901 werd opgesteld.

Daarom is het gepast hier met een paar woorden den ernstigen vooruitgang sedert 1896 te doen uitschijnen, en de Regeering geluk te wenschen met hare bestendige pogingen tot verspreiding der landbouw-wetenschap.

Het *hooger onderwijs* in het Instituut Gembloers werd aangevuld. Daar is een onverplicht vierde studiejaar ingericht, eene samenwerkende melkerij gesticht, alsmede eene afdeeling voor schei- en bacteriënkunde.

Het *middelbaar onderwijs* bevat :

- De landbouwscholen ;
- De tuinbouwscholen ;
- De landhuishoudkunde ;
- De middelbare scholen voor landbouw.

Inzonderheid streeft de Regeering er naar, dit onderwijs practisch nuttig te maken, wat enkel mogelijk is zoo het onderwijs ter bedrijfsplaats wordt

gegeven. Dat is dan ook het oogmerk van 't middelbaar onderwijs. Ongelukkiglijk worden de leergangen niet bezocht naar gelang van de aangewende moeite om het te verspreiden.

Daarentegen breidt het *volksonderwijs* zich bewonderenswaardig uit.

Gedurende het driejarig tijdvak, leverden de tijdelijke melkerijscholen 874 diploma's af.

Jaarlijks wonen meer dan 44,000 hoorders de leergangen van landhuishoudkunde voor volwassenen bij;

Meer dan 5,000 leden, de leergangen van boomteelt;

Meer dan 2,000 hoorders, de leergangen van groententeelt;

Ook de leergangen van bijenteelt en hoefsmederij worden goed gevolgd.

Het Departement van Landbouw heeft onlangs een stelsel van propaganda ingevoerd, waaraan goede uitslagen voorspeld mogen worden.

Iedermaal er in eene streek crisis of smetziekte wordt waargenomen, verspreidt het kosteloos vlugschriften daarover. Om het publiek, dat geene voldoende inlichtingen bezat, deze te leveren, gaf het vijf « traktaatjes » uit : een over 't vernielen van kerfdieren; een over de landbouwbibliotheken; een over de landbouwscholen; een over den dienst van Staats landbouwkundigen; een over de melkerijscholen.

De Regeering is van plan deze voor de landbouwers hoogst nuttige propaganda voort te zetten.

* * *

In het *Staatsblad* van 11 Februari 1902 wordt de herinrichting van den Kruidtuin door den heer Minister bekend gemaakt. Sedert dertig jaar, dat is sinds de overneming door den Staat, bleef die inrichting onveranderd. Gezien den grooten vooruitgang der wetenschap sedert dien tijd, dreigde deze instelling hare plaats in de wetenschappelijke beweging te verliezen. De herinrichting beantwoordt aan drie vereischten : *zuivere wetenschap*, *verspreiding* en *toegepaste wetenschap*; er is eene nieuwe afdeeling gesticht voor levensleer der planten.

* * *

Een lid der Middenafdeeling vestigt inzonderheid de aandacht van den heer Minister van Landbouw op de verbetering van den tuinbouw, dit zoo gewichtig vervormd landbouwwak, thans aan eene erge crisis blootgesteld.

Men zou de nieuwe stelsels van teelt moeten doen bestudeeren en beproeven. Die proeven kan bijzondere ondernemingsgeest niet bekostigen.

Met lof wordt gesproken van het zoogezegd « tropicaal » stelsel voor het verwarmen van broeikassen. Kan daarmee in België geene proef worden genomen? Naar geloofwaardige inlichtingen, wordt het in Amerika geregeld toegepast.

LANDELIJKE POLITIE.

In de Middenafdeeling werd geklaagd over ontoereikende landelijke politie. Dit jaar werden alweer de wettelijke bevelen over rupsen- en distelwering niet nagekomen.

Daarover werd aan de Regeering onderstaande vraag gesteld :

VRAAG.

Heeft de Commissie, belast met het bestuderen van een ontwerp tot herinrichting der landelijke politie, hare verrichtingen reeds geëindigd?

Zooniet, is er een uitslag te voorzien?

ANTWOORD.

De Commissie tot het bestudeeren van de vraagstukken over herinrichting der landelijke politie, vergaderde eene eerste maal den 10^{en} Augustus 1901.

Na eene tweede vergadering, vroeg zij dat de Regeering haar nieuwe leden zou toevoegen; dezen werden den 10^{en} Januari 1902 bij ministeriëel besluit aangeduid.

Aldus aangevuld, zal de Commissie eerlang vergaderen om hare verrichtingen voort te zetten.

BESMETTELIJKE ZIEKTEN.

In 1901 woedde het mond- en klauwzeer in al onze provinciën. Sommige streken werden bijzonderlijk beproefd. De ziekte was van eenen ongewoon ergen aard. Op sommige tijden waren tweehonderd gemeenten besmet. Daarenboven omringde de ziekte ons overal, zoo in Frankrijk als in Duitschland, doch bijzonder in Nederland, waar, volgens ambtelijke opgave, 23,000 stuks vee ziek waren.

Die plaag verwekte aanzienlijke ellende en lijden in zekere gemeenten.

Sedert lang vragen de verdedigers der landbouwbelangen ter Kamer, dat het mond- en klauwzeer gerangschikt worde onder de ziekten waarvoor vergoeding wordt toegekend.

Doch men kent de erge bezwaren.

Nochtans nam de achtbare Minister van Landbouw als proef eenen overgangmaatregel die, al vrijwaart hij de strenge gerechtelijke beginselen, toch bij sommige geteisterden zekere verzachting aanbracht.

Als buitengewone toelage aan de provinciale kassen tot voortverzekering, veroorloofde hij vergoeding te geven aan landbouwers wier vee gestorven was aan mond- en klauwzeer, en die aangesloten waren bij eene verzekeringsmaatschappij.

Dus gaf hij eene toelage aan vooruitzienden.

Met dien gelukkigen maatregel dient de achtbare Minister van Landbouw geluk gewenscht. Onder zulken vorm blijft het beginsel der vergoeding onbesproken.

Navolgende vraag werd de Regeering gesteld :

VRAAG.

De prijs van 10,000 frank, aangeboden aan de uitvinder van 't middel tot voorkoming van mond- en klauwzeer, kon niet toegekend worden. Leverden de gedane opsporingen eenig nut op?

ANTWOORD.

De Regeering benoemde eene Commissie tot het onderzoeken van de hulpmiddelen, voorgesteld door hen die mededingen naar de premie van 10,000 frank, ingesteld bij artikel 9 der Begrooting van Landbouw.

Mededingers mochten zich laten inschrijven tot 31 Januari 1902.

Later zal de Commissie beslissen over de waarde der haar aanbevolen hulpmiddelen. Vooral zullen in aanmerking komen die middelen welke hoofdzakelijk behoeden, zooals de tekst van artikel 9 vergt. Doch gezien de aanzienlijke verwoestingen, die mond- en klauwzeer onder het vee kan aanrichten, mocht de Commissie rekenschap houden met de waarde der geneesmiddelen, die doelmatig en van gemakkelijke toepassing zijn.

Over opsporingen, waarvan in bovenstaande vraag spraak is, bezit de Regeering geene inlichtingen, doch zijzelve heeft opsporingen gedaan naar de waarde van het stelsel Baccelli, waar in de jongste tijden veel werd over gesproken. De eerste opsporingen leverden geen gunstigen uitslag op.

HET STELSEL DER GRENSTRFEK.

De Kamer blijft steeds bezorgd om den lastigen toestand der landbouwers in de grensstreek, ten gevolge van overdreven tol-formaliteiten. Onnoodig ze hier andermaal op te sommen; overigens verwacht men de uitslagen der Commissie belast met het bestudeeren der maatregelen betreffende 't vervoer van beesten in de grensstreek.

Men weet dat het thans verboden is zwijnen in te voeren, ten gevolge van den gezondheidstoestand in Nederland. Doch dit verbod geeft den Belgischen pachters nog meer formaliteiten te vervullen.

Onderstaande vraag werd gesteld :

VRAAG.

Is de Regeering niet van oordeel dat er, om smokkelhandel bij den invoer van zwijnen te voorkomen en de formaliteiten voor de landbouwers eenvoudiger te maken,

ANTWOORD.

Die vraag is voorgelegd aan eene Commissie, onder andere belast met het bestudeeren der maatregelen voor 't vervoer van beesten in de grensstreek.

een inventaris dienst opgemaakt in de grensstreek tot op 2 kilometer afstand.

Er is tusschen de Departementen van Landbouw en van Financiën eene briefwisseling gevoerd, over het al of niet opmaken van eenen inventaris der zwijnen. Werd deze staat tot hertoe niet gemaakt, dan was 't enkel om geene nieuwe formaliteiten op te leggen aan de landbouwers der grensstreek, die nu reeds klagen over de menigvuldige bestuursmaatregelen, waaraan zij zich mochten onderwerpen.

Dit antwoord kan ons niet in het minst overtuigen. Welke formaliteiten heeft de landbouwer thans te vervullen?

1^o Den burgemeester een bewijsschrift vragen over de gemeente van waar het beest komt;

2^o Zich voorzien van eenen geleidebrief, hem door den ontvanger der belastingen af te leveren;

3^o Die stukken moet hij bij den in dienst zijnden tolbeambte brengen, en deze wisselt elke week af.

Al die formaliteiten, vereischt voor 't vervoer van zwijnen, zijn nutteloos, en nooit werden er meer zwijnen binnengesmokkeld dan thans.

Een eenvoudige inventaris, gehouden door de tolbeambten, zou die formaliteiten wegnemen en dit groot voordeel opleveren dat smokkelhandel onmogelijk zou wezen.

LANDBOUWOPNEMING

Het bericht over de landbouwopneming in 1900 is verschenen. Volgens de wet van 11 September 1895, mag er jaarlijks eene gedeeltelijke landbouwopneming worden gedaan. Een koninklijk besluit van 4 October 1900 bepaalt daartoe de voornaamste regelen.

De opneming geschiedt jaarlijks en dient om in boerderijen van *eene hectaar en daarboven* de uitgestrektheid der voornaamste landerijen te bepalen, dezer opbrengst, de gebruikte handelsmeststoffen, het aantal der voornaamste gebruikte dieren, de geboorten en sterften daaronder.

De jongste algemeene landbouwopneming geschiedde in 1895 (¹); deze was eene algemeene, doch in 1900 werd ze maar gedaan voor boerderijen van ten minste eene hectaar. Uit de gemaakte vergelijking, blijkt een verschil met de opgegeven cijfers voor zekere soorten van landbouw, voornamelijk in kleine boerderijen.

In 1895 werden 1,894,465 hectaren opgenomen, en 1,692,772 in 1900.

Sedert vijf jaar verminderde de graanteelt merkelyk (12,000 hectaren). Ook de vlasteelt verminderde inzonderheid in 't Vlaamsche land (10,000 hectaren) (van 30,615 tot 20,214).

(¹) Vroegeré opnemingen hadden plaats in 1846, 1856, 1866 en 1880.

Daarentegen werd er meer haver, suikerbeet, voederbeet en ander voeder geteeld.

Ziehier de volgorde der meest uitgestrekte soorten van teelt :

Geteelde gewassen.	Totaal hectaren	Voor 100 hectaren van de opgenomen uitgestrektheid.
1 ^o Haver	253,266	14.96 %
2 ^o Rogge	243,164	14.48 %
3 ^o Gemaaide weiden	209,806	12.39 %
4 ^o Gegraasde weiden	202,287	11.95 %
5 ^o Tarwe	168,957	9.98 %
6 ^o Aardappelen	141,052	8.33 %
7 ^o Klaver	138,119	8.16 %
8 ^o Rapen (roofteelt)	126,103	—
9 ^o Suikerbeet	63,515	3.75 %
10 ^o Boomgaarden	49,066	2.82 %
11 ^o Voederbeet	47,692	2.90 %
12 ^o { Winterhaver	33,952	2.27 %
{ Zomerhaver	4,475	
13 ^o Spurrle (roofteelt)	26,453	—
14 ^o Spelt	23,720	1.40 %
15 ^o Vlas	20,215	1.19 %

Ook vat het *Journal des Sociétés agricoles du Brabant et du Hainaut* de statistiek volgenderwijs samen : « Kortom, wat den ommekeer in den Belgischen landbouw kenmerkt, is de steeds toenemende vermindering in het telen van menschelijke voedinggewassen, uitbreiding van de teelt ten behoeve der nijverheid, naar de vereischten der markt, en eene dagelijksche uitbreiding van de teelt van voederplanten, die de grondstoffen voortbrengt, welke door het dier te vervormen zijn. »

De optelling der huisdieren, voornamelijk bij den landbouw gebruikt, bewijst eenen aanzienlijken vooruitgang.

In 1895 waren er	216,190	landbouwpaarden.
In 1900 —	241,552	—
In 1895 —	1,420,978	hoornbeesten.
In 1900 —	1,657,494	—
In 1895 —	1,163,153	zwijnen.
In 1900 —	1,005,150	—

Dat is dus eene overgroote vermeerdering, zelfs voor de zwijnen, zoo in aanmerking wordt genomen dat de opnemings in 1900 de boerderijen van min dan 1 hectaar uitzondert en dat zwijnen vooral door geringere boeren worden geteeld.

Over het afkondigen van eene jaarlijksche statistiek dient men zich te

verheugen. Wanneer de stukken over een aantal jaren zullen strekken en men voor ieder landbouwwak de vroegere cijfers kan vergelijken en bepaalde inlichtingen heeft, zal het groote nut van die goedgeslaagde nieuwigheid blijken.

B. — Gezondheid.

Over het hoofdstuk Openbare Gezondheid werd onderstaande vraag door de Middenafdeeling gesteld :

VRAAG.

Wil de Regeering hare inzichten bekend maken over de maatregelen, tegen longtering bij menschen te nemen?

Is zij geneigd toelagen te geven om het oprichten van sanatoriums en gestichten voor kosteloze raadpleging te bevorderen?

ANTWOORD.

Maatregelen tot wering van longtering; evenals alles wat bestuurmaatregelen geldt tot voorkoming van andere aanstekelijke ziekten en dezer uitbreiding, met uitzondering van cholera en pest, behooren, onder de bestaande wetgeving, tot de bevoegdheid der plaatselijke overheden

Het vraagstuk van mogelijke toelagen, door den Staat te verleenen voor het oprichten van sanatoriums en het inrichten van kosteloze raadpleging behoort tot het Departement van Justitie.

Ingevolge dit antwoord, verlangde de Middenafdeeling het gevoelen van het Departement van Justitie te kennen. De heer Minister van Landbouw deelde ons onderstaanden brief mede :

Brussel, 6 Maart 1902.

« *Den Heere Verslaggever der Middenafdeeling.*

» MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

» In antwoord op Uwen brief van 19 Februari, heb ik de eer U ter kennis te brengen dat het Departement van Justitie niet raadzaam acht bij te dragen voor het oprichten en de verrichtingen van sanatoriums of dispensariën door *bijzondere* gestichten of instellingen tot stand gebracht. Hare bevoegdheid strekt zich enkel uit over gestichten van dien aard, welke door *openbare* liefdadigheidsbesturen worden in 't leven geroepen.

» Doch het mag toelagen verstrekken tot ondersteuning en aanmoediging van private instellingen of vereenigingen die sanatoriums of raadplegingskamers voor teringlijders ingericht hebben of zouden inrichten, voor zooveel evenwel dergelijke gestichten *hoofdzakelijk* bestemd zijn voor behoeftige standen.

» Als eene nuttige inlichting over het vraagstuk, voeg ik dezen brief een

exemplaar toe van 't verslag dat de Hoogere Raad voor gezondheid mij onlangs toestuurde over het oprichten van sanatoriums.

» Aanvaard, Mijnheer de Verslaggever, de uitdrukking mijner gevoelens van bijzondere hoogachting.

» *De Minister,*

» VAN DER BRUGGEN. »

VRAAG.

Is de Regeering van plan haar ontwerp van wet op de geneeskunst en dit over de inrichting van den gezondheidsdienst aan te bieden?

ANTWOORD.

Het ontwerp van wet op de geneeskunst, betiteld ontwerp van wet op het uitoefenen van geneeskundige beroepen, werd ter zitting van 21 Maart 1901 op het bureel van de Kamer der Volksvertegenwoordigers overgelegd.

Over het ontwerp van wet op de inrichting van den gezondheidsdienst kan ik niet beter de vraag der Middenafdeeling beantwoorden dan door het overnemen van onderstaand uittreksel uit een verslag, mij onlangs door den Hoogeren Raad voor openbare gezondheid toegestuurd :

« ... Thans zijn de wet op de geneeskunde en die op de openbare gezondheid vermengd; de oude wet van 12 Maart 1858 dient beide tot grondslag. Vanwege de Regeering was het raadzaam de herinrichting der gezondheidsdiensten te ontslaan van alles wat tot de eigenlijke politie over geneeskunde en geneesmiddelen behoort. Beide zijn gansch onderscheidene zaken; in naburige landen werd zulks begrepen en verwezenlijkt.

» Het ontwerp over de geneeskunst bestaat, het is bij de Wetgeving aanhangig; niets verhinderde dat het werd onderzocht. Het ontwerp tot regeling der gezondheids-politie berust bij den Raad, om herzien te worden ingevolge sommige mededeelingen vanwege de Regeering; eerlang kunnen de bewoordingen daarvan voorgoed worden opgesteld... »

E. — Schoone Kunsten.

Dit jaar, hebben leden van verschillende afdelingen eenige punten betreffende de schoone kunsten behandeld. Vele werden in de Middenafdeeling onderzocht.

Eene aan de Regeering gestelde vraag luidt aldus :

VRAAG.

De vierde afdeling uitte den wensch dat eene officiële Commissie zou aangesteld worden tot vrijwaring der schoone gezichtspunten.

Denkt de Regeering dat daaraan gevolg dient gegeven?

ANTWOORD.

Eene eerste proef werd in dien zin genomen door den heer Minister van Financiën en Openbare Werken. Mijn achtbare ambtgenoot besloot eene officieuze commissie te raadplegen over de werken die zijn Departement in het Maasdal wilde uitvoeren. Uit de ondervinding zal blijken of de maatregel dient uitgestrekt door het instellen van eene officiële Commissie, tot bescherming der gezichtspunten in al de streken des lands. 't Valt niet te ontkennen dat thans een ruim aandeel van de taak die eene officiële commissie zou kunnen opgedragen worden, zeer doelmatig wordt vervuld door de drukpers en zekere bijzondere vereenigingen. Deze vestigen met den lofwaardigsten ijver de aandacht van bijzondere personen en van de openbare machten op het behoud der natuurschoonheden in ons land.

Bij iedere gelegenheid tracht het Beheer van schoone kunsten die pogingen te schragen.

De Middenafdeeling neemt akte van dit antwoord en heeft vrede met de gunstige stemming van 't Beheer van schoone kunsten. Met de Regeering is zij van oordeel dat hierin eene aanzienlijke rol door bijzonderen ondernemingsgeest is te vervullen. Ze brengt hulde aan de Nationale Maatschappij tot bescherming van gezichtspunten en monumenten: deze tracht de aandacht van openbare besturen en bijzondere personen te vestigen op al de maatregelen tot vrijwaring onzer landschappen en gedenkteekenen. De door den heer Minister van Financiën en Openbare Werken genomen beslissing, in het antwoord der Regeering herinnerd, is een uitmuntend voorbeeld. 't Ware te wenschen dat de Regeering voor andere werken, inzonderheid voor spoorwegen, in de meest schilderachtige streken onzes lands, insgelijks het oordeel van mannen van gezag wilde inwinnen.

VRAAG.

Acht de Regeering niet raadzaam een afzonderlijk museum in te richten voor de verzamelingen van wapens en uitrustingen ter Hallepoort, die, na de veranderingen in 1889, thans begrepen zijn in de afdeling oudheden der Museums in 't Park van het Halve-eeuwfeest?

ANTWOORD.

't Is niet in 1889 dat de verzamelingen van wapens en uitrustingen ter Hallepoort met de afdeling oudheden werden vereenigd. Bij koninklijk besluit van 12 Januari 1889, werd bevolen de verzamelingen die zich vroeger ter Hallepoort bevonden, over te brengen naar de nieuwe lokalen in het

Zou men ten minste van die verzamelingen geene afzonderlijke afdeeling der museums moeten maken, met eene afzonderlijke commissie en eenen toegevoegden bewaarder?

Park van het Halve-eeuwfeest, uitgezonderd wapens en wapenrustingen. Dus werden deze tot een museum gemaakt, stoffelijk gescheiden van het Museum van oudheden, waarmede zij sedert den oorsprong waren vermengd. Doch ze bleven begrepen onder de afdeeling oudheden, al hebben zij eenen afzonderlijken toegevoegden bewaarder.

Zoo is thans de juiste toestand. Dient er meer gedaan; dient het bewaken van 't Museum van wapens en uitrustingen onttrokken aan de Commissie voor andere kunstnijverheid en oudheden, om toevertrouwd te worden aan eene afzonderlijke commissie, waartoe overigens zekere leden der eerste zouden kunnen behooren? Of dient, zooals de Middenafdeeling ingeeft, het Museum ter Hallepoort als onafhankelijk museum ingericht?

De volkomen afscheiding kan gegrond schijnen, wegens het onderscheid zelf tusschen de voorwerpen en het standpunt waarop men zich plaatst; door het voorbeeld van dergelijke inrichtingen in vreemde landen; door het gewichtige van de verzamelingen, die veel aanzienlijker werden dan vroeger; door het afgelegene van de Hallepoort, terwijl het bestuur waaronder zij staat, in het Park van het Halve-eeuwfeest is gevestigd. Anderzijds hebben het Museum van oudheden en dit van wapens en uitrustingen noodzakelijk aanrakingspunten en gezamenlijke werkkringen, wat zekere samenvoeging wenschelijk maakt. Daarenboven zou eene volledige afscheiding ten minste 3,000 frank meer kosten van in den beginne, en wel voor de enkele bestuurskosten zonder van de aankopen te spreken.

Hoe het ook weze, dit punt wordt onderzocht. De gezamenlijke Museums in het Park van het Halve-eeuwfeest en ter Hallepoort zijn zeer ingewikkeld en ongetwijfeld zal hunne onophoudende uitbreiding eerlang verschillende veranderingen vergen.

In dit antwoord doet de Regeering zelve ernstige redenen gelden voor 't scheiden van het Museum ter Hallepoort en die in het Park van het Halve-eeuwfeest.

Anderzijds is er maar eene betrekkelijke gemeenschap tusschen den werkring van een museum van oudheden en een museum van wapenrustingen, en dit heeft niet verhinderd dat zij in alle ons naburige landen gescheiden werden.

De ernstigste tegenwerping is de mogelijke verzwaring van kosten, door het oprichten van een afzonderlijk museum geveerd.

Dienaangaande geeft de Middenafdeeling in bedenking dat van nu af de plaats van toegevoegden bewaarder, belast met het bestuur van 't Museum van wapens en uitrustingen, dient gelijkgesteld met die van de twee toegevoegde bewaarders in het Museum van het Park van het Halve-eeuwfeest. Bijgevolg is eene verhooging van krediet billijk, hetzij 't Museum van wapens tot de Museums in het Park van het Halve-eeuwfeest blijven behoreen of er door de Regeering van afgescheiden wordt.

VRAAG.

Dient er voor het mindere personeel der koninklijke Museums van schilder- en bouwkunst geen organiek reglement van jaarwedden en geregelde verhoogingen opgemaakt, zooals het met name in 't Museum van natuurlijke geschiedenis bestaat?

ANTWOORD.

Het vraagstuk der verbetering van 't lot van het mindere personeel der Museums die onder 't Beheer van schoone kunsten staan, wordt onderzocht.

De Regeering hoopt het eerlang te kunnen oplossen in den door de Middenafdeeling aangeduiden zin.

VRAAG.

Doorgaans wordt geklaagd over de inrichting van den wedstrijd voor den prijs van Rome. Kunnen daaraan niet de gevraagde wijzigingen worden toegebracht?

ANTWOORD.

Niet enkel de inrichting van den prijskamp voor den prijs van Rome gaf overigens van in den beginne aanleiding tot klachten; ook de instelling zelve wordt erg bestreden; en zoo er onder de personen die bevoegd zijn daarover te oordeelen, sommigen worden aangetroffen, die afschaffing van den prijs van Rome vragen, anderen willen hem behouden, uit vrees dat eene der groote aanmoedigingen zou verdwijnen, die de Staat ten allen tijde dacht verschuldigd te zijn aan de beeldende kunsten in hare meest verhevene uitdrukking, het minst toegankelijk zonder aanhoudende studie en het minst onmiddellijk winstgevend.

't Is dus een lastig en veelbeduidend vraagstuk; de Regeering hoopt het eerlang te kunnen oplossen.

Uit de beraadslaging over de Begrooting van Schoone Kunsten voor 1901 is gebleken dat de instelling van den prijs van Rome niet zoozeer op zichzelf dan om hare huidige inrichting werd bestreden.

Iedereen erkent trouwens hoe hoogst nuttig het voor jonge kunstenaars kan zijn te reizen en te verblijven in vreemde landen, welker natuur- of kunstschoon hunne roeping moet ontwikkelen.

Doch wat wordt afgekeurd, zijn de bedingen voor dien prijskamp : een

zelfde onderwerp, aan alle mededingers opgedrongen en door ieder hunner in loge uitgevoerd, buiten de redelijke vereischten voor goed kunstwerk.

Naar 't schijnt, ware 't eene practische hervorming, door de jury onzer jaarlijksche tentoonstellingen, reisbeurzen te doen toekennen aan kunstenaars beneden twee en dertig jaar, wier werken getuigen van eenen bijzonderen aanleg om nut te trekken uit het onderricht der groote klassieke meesters.

't Ware jammer eene hervorming te verdagen, sedert zoolang gevraagd door de meest bevoegde mannen, en wel om de eenvoudige reden dat sommige lieden het beginsel der instelling van den prijs van Rome bestrijden.

De Begrooting van Landbouw voor het dienstjaar 1902 werd bij eenparigheid door de aanwezige leden der Middenafdeeling goedgekeurd.

De Verslaggever,
A. RAEMDONCK.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

